|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2019 Genève, 10-20 juin 2019** | **logo_F_** |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: ADM 8** | **Document C19/52-F** |
| **18 avril 2019** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général | |
| AMÉLIORATION DE LA GESTION ET DU SUIVI DE LA CONTRIBUTION DES MEMBRES DE SECTEUR, DES ASSOCIéS ET DES éTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES  AUX DéPENSES DE L'UIT | |

|  |
| --- |
| Résumé  Par sa [Résolution 152 (Rév. Busan, 2014)](http://www.itu.int/pub/S-CONF-ACTF-2014), la Conférence de plénipotentiaires a chargé le Secrétaire général, en concertation avec les Directeurs des Bureaux, de faire rapport au Conseil sur la gestion et le suivi de la contribution des Membres de Secteur et des Associés aux dépenses de l'UIT, en soulignant les éventuelles difficultés et en proposant de nouvelles améliorations.  Depuis la session de 2011 du Conseil, le Secrétaire général dispose d'une plus grande flexibilité dans la mise en œuvre de la Résolution 152 (Rév. Guadalajara, 2010) concernant la disposition relative à la radiation automatique, afin de garder les Membres actuels et de faciliter le recouvrement des dettes antérieures. La Conférence de plénipotentiaires (Busan, 2014) a modifié la Résolution 152 pour tenir compte de cette flexibilité.  Suite à donner  Le Conseil est invité à **prendre note** du rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de la gestion et du suivi de la contribution des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires aux dépenses de l'UIT et à **approuver** les recommandations figurant au § 4.  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Références  [Numéros *241* et *241C* (article 19) de la Convention](https://www.itu.int/en/council/2019/Documents/basic-texts/Convention-F.pdf); [*Résolution 152  (Rév. Busan, 2014)*](http://www.itu.int/pub/S-CONF-ACTF-2014) *de la Conférence de plénipotentiaires*; *Documents C93/49, C95/87, C95/112,* [*C01/34*](http://www.itu.int/itudoc/gs/council/c01/docs/034.html)*,* [*C06/25*](http://www.itu.int/md/S06-CL-C-0025/en)*,* [*C07/5(Rév.1)*](http://www.itu.int/md/S07-CL-C-0005/en)*,* [*C08/14*](http://www.itu.int/md/S08-CL-C-0014/en)*,* [*C09/5(Rév.1)*](http://www.itu.int/md/S09-CL-C-0005/en)*,* [*C10/33*](http://www.itu.int/md/S10-CL-C-0033/fr)*,*[*C10/96*](http://www.itu.int/md/S10-CL-C-0096/fr)*,* [*C11/21*](http://www.itu.int/md/S11-CL-C-0021/fr)*,* [*C12/5*](http://www.itu.int/md/S12-CL-C-0005/fr)*,* [*C12/10*](http://www.itu.int/md/S12-CL-C-0010/fr)*,* [*C13/14*](http://www.itu.int/md/S13-CL-C-0014/fr)*,* [*C14/14*](http://www.itu.int/md/S14-CL-C-0014/en), [*C15/14*](http://www.itu.int/md/S15-CL-C-0014/en), [*C16/14*](http://www.itu.int/md/S16-CL-C-0014/fr)*,* [*C17/14*](http://www.itu.int/md/S17-CL-C-0014/en)*,* [*C18/60*](https://www.itu.int/md/S18-CL-C-0060/en) |

# 1 Résumé

1.1 En vertu de la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, le Secrétaire général est chargé, en concertation avec les Directeurs des Bureaux, de faire rapport au Conseil en ce qui concerne la gestion et le suivi de la contribution des Membres de Secteur et des Associés aux dépenses de l'UIT, en soulignant les éventuelles difficultés et en proposant de nouvelles améliorations.

1.2 La Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) définit le délai pour la suspension et l'exclusion de Membres de Secteur et d'Associés en cas de retard de paiements, comme suit:

– la participation aux travaux de l'UIT est suspendue six mois (180 jours) après l'expiration de l'échéance fixée pour le paiement de la contribution annuelle; et

– l'exclusion devrait intervenir trois mois (90 jours) après la date de la suspension.

1.3 L'entrée en vigueur de la Résolution 152 a eu des retombées positives, mais a également fait naître un certain nombre de difficultés, en particulier: perte systématique de Membres de Secteur et d'Associés; difficultés rencontrées pour le recouvrement des dettes des Membres de Secteur et Associés exclus, dans la mesure où il n'y a pas d'incitations à rembourser les montants dus ou d'autres mécanismes de négociation une fois l'exclusion prononcée; enfin, manque de flexibilité pour négocier les dettes des Membres de Secteur et des Associés en cas de fusion ou d'acquisition (Membres de Secteur et Associés nouveaux ou existants ayant acquis un ex-Membre de Secteur ou un ex-Associé de l'UIT qui avait une dette).

1.4 Face aux problèmes susmentionnés, et en vue de réduire le nombre d'exclusions, le Secrétaire général a demandé à disposer d'une plus grande flexibilité dans la mise en œuvre de la Résolution 152 (à sa session de 2011, le Conseil lui a accordé cette flexibilité et cette décision a été renouvelée les années suivantes). La Conférence de plénipotentiaires (Busan, 2014) a ensuite révisé la Résolution 152, compte tenu de la flexibilité permanente concernant la disposition relative à la radiation automatique de Membres de Secteur et d'Associés, afin de faciliter le recouvrement des dettes antérieures, de garder les membres actuels et d'en attirer de nouveaux.

# 2 Rappel: Résultats obtenus dans l'application de la Résolution 152

2.1 L'adoption de la Résolution 152 a eu des conséquences positives sur le paiement des contributions, qui se sont traduites par un meilleur taux de recouvrement de celles-ci et, de ce fait, une diminution de la dette des Membres de Secteur et des Associés. Les deux tableaux suivants montrent l'évolution du taux de recouvrement des contributions ainsi que l'évolution de la dette courante (contributions dues pour l'année en cours) et des arriérés (contributions impayées cumulatives pour les années précédentes) des Membres de Secteur et des Associés. Le Tableau 1 indique, à partir de 2011, les taux de recouvrement correspondant à la nouvelle catégorie de membres "établissements universitaires" (établissements universitaires, instituts, universités et instituts de recherche associés) créée aux termes de la Résolution 169 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires.

Tableau 1

Évolution du taux de recouvrement des contributions des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires (pourcentage des montants reçus   
par rapport aux montants facturés)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Membres | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| Membres de Secteur | 96% | 97% | 99% | 98% | 98% | 98% | 98% | 98% | 97% | 96% |
| Associés | 88% | 91% | 93% | 94% | 93% | 93% | 93% | 93% | 96% | 94% |
| Établissements universitaires |  |  | 80% | 86% | 92% | 95% | 93% | 96% | 94% | 93% |

Tableau 2

Évolution de la dette courante et des arriérés des Membres de Secteur, des Associés   
et des établissements universitaires (en milliers de CHF)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Dette | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| Dette courante (contributions) | 1 416 | 677 | 374 | 469 | 470 | 487 | 441 | 515 | 542 | 871 |
| Arriérés (contributions) | 18 580 | 19 679 | 19 149 | 17 758 | 16 484 | 16 729 | 16 300 | 15 367 | 13 938 | 11 213 |

2.2 Le Tableau 2 montre que, sur les dix dernières années, de 2009 à 2018, la dette courante des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires a diminué de 38%, étant ramenée de 1,4 million CHF à 0,9 million CHF. Les arriérés ont enregistré une baisse significative de 40%, leur total ayant été ramené de 18,6 millions CHF en 2009 à 11,2 millions CHF en 2018. Il convient également de noter qu'en 2018, la dette courante a augmenté par rapport à l'année précédente. En 2017, la dette courante s'est établie à 0,5 million CHF alors qu'elle s'élevait à 0,9 million CHF en 2018. Cette augmentation s'explique en partie par les factures établies à la fin de 2018 pour les membres non exonérés au titre de la contribution aux charges de la Conférence de plénipotentiaires de 2018 (26 factures chacune d'un montant de 8 835,00 CHF = 229 710,00 CHF).

2.3 La flexibilité accordée au Secrétaire général depuis la session de 2011 du Conseil a permis au secrétariat de recouvrer certains arriérés qu'il aurait autrement été difficile de récupérer, grâce à la négociation d'accords de remboursement avec des entités qui ont racheté d'anciens Membres de Secteur ou Associés de l'UIT endettés et ont souhaité devenir membres de l'UIT. En 2018, aucun accord de remboursement n'a été négocié avec des Membres ayant racheté d'anciens Membres endettés à l'égard de l'UIT. Cependant, ces résultats laissent espérer que, grâce à la flexibilité accordée au titre de la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) pour ce qui est de la négociation des conditions de paiement des dettes de Membres de Secteur et d'Associés, les chances de recouvrer certains arriérés continueront d'augmenter.

# 3 Suspension/radiation de Membres de Secteur de l'UIT, d'Associés et d'établissements universitaires

3.1 Depuis l'adoption de la Résolution 152 et, en particulier, depuis qu'une certaine flexibilité a été accordée au Secrétaire général (session de 2011 du Conseil), une procédure de rappels personnalisés pour les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires en retard de paiement a été mise en place, conjuguée à un suivi proactif et coordonné associant le Secrétariat général, les Bureaux des Secteurs et les Bureaux régionaux. Les administrations sont informées de ce processus et, dans certains cas, jouent un rôle actif et très fructueux en aidant le secrétariat à recouvrer les dettes et à réadmettre les membres dont la participation avait été suspendue. Le secrétariat est reconnaissant de cet appui apporté.

3.2 La procédure mise en place a donné de bons résultats, puisqu'elle a permis une baisse du nombre de suspensions et du nombre d'exclusions définitives. Sur les 189 entités encourant le risque d'une suspension en juin 2018, 83 ont été suspendues en octobre 2018. Ce nombre est ensuite descendu à 24 entités (au 5 avril 2019) dont la participation est "gelée" depuis janvier 2019. Le statut d'entité dont la participation est "gelée" permet aux entités concernées de disposer de temps supplémentaire pour régler leur situation financière au lieu d'être automatiquement exclues. Plus aucune facture ne leur est envoyée, leur participation reste suspendue, mais elles continuent de figurer sur la liste des Membres de Secteur/Associés/établissements universitaires, selon le cas. La liste des entités dont la participation est "gelée" depuis janvier 2019 figure dans l'Annexe 1.

3.3 Des efforts considérables ont été déployés pour que des entités dont la participation était "gelée" et qui risquaient d'être exclues reprennent leur participation. Ainsi, sur 33 entités qui auraient été exclues en application de la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) en janvier 2018, le secrétariat a réussi à en convaincre quinze de s'acquitter de leurs contributions, ce qui a permis la réactivation de leur participation en tant que membre, tandis que cinq entités ont fait l'objet d'une dénonciation officielle et ont réglé leur situation financière.

3.4 Bien que l'octroi d'un délai supplémentaire ait permis à certaines entités de conserver leur qualité de membre, lorsqu'il devient évident que certaines entités suspendues de longue date ne seront pas réadmises et ne régleront pas leurs arriérés, il convient de les exclure. L'expérience a montré que les entités qui souhaitent continuer de participer aux travaux des Secteurs régularisent habituellement leur situation rapidement. En d'autres termes, plus longue est la période de suspension, moins les entités sont susceptibles de participer à nouveau aux travaux et de régler leurs dettes. Le Secrétaire général a approuvé l'exclusion de 19 entités (pour 13 de ces entités, la participation était "gelée" depuis janvier 2018, tandis que pour les 6 autres la participation avait été gelée antérieurement) avec effet au 30 juin 2019. La liste de ces entités figure dans l'Annexe 2.

# 4 Recommandations

4.1 Il convient de poursuivre la collaboration étroite entre le secrétariat, les Bureaux et les bureaux régionaux, afin d'assurer le suivi du paiement des droits par les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires. Il est nécessaire de prendre des mesures coordonnées pour garder les entités suspendues, afin qu'elles recouvrent leurs arriérés et participent de nouveau aux travaux des Secteurs.

4.2 Même si l'expérience a montré que la flexibilité offerte a été utile, en ce qu'elle a permis de laisser davantage de temps pour retenir certaines entités à l'UIT, il est recommandé que le Secrétaire général continue d'exclure les entités suspendues de longue date, car il est peu probable qu'elles soient réadmises et remboursent leurs dettes.

4.3 Nonobstant ce qui précède, le secrétariat de l'UIT demande aux Administrations qui, en vertu de l'Article 19 de la Convention, approuvent la participation des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires, de continuer à lui fournir un appui continu en ce qui concerne le suivi des entités en retard dans le paiement de leurs contributions.

**Annexes**: 2

ANNEXE 1

MEMBRES SUSPENDUS À PARTIR DU 1er OCTOBRE 2018 – PARTICIPATION   
"GELÉE" DEPUIS LE 1er JANVIER 2019

*Contributions dues pour 2018 – État au 5 avril 2019*

| Pays | Entité | Période/Secteur | UIT-R | UIT-T | UIT-D | Établissements universitaires |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| BAHREÏN | University College of Bahrain | 2018/Établissements universitaires |  |  |  | 1 |
| GUINÉE ÉQUATORIALE | Guinea Ecuatorial de Telecomunicaciones, Sociedad Anonima | 2018/UIT-T |  | 1 |  |  |
| FRANCE | PMI Conseil | 2018/UIT-D |  |  | 1 |  |
| INDE | HMR Institute of Technology & Management | 2018/Établissements universitaires |  |  |  | 1 |
|  | MIT World Peace University | 2018/Établissements universitaires |  |  |  | 1 |
| ITALIE | CommProve Technologies SpA | 2018/Associés UIT-T |  | 1 |  |  |
| LUXEMBOURG | Luxembourg Space Telecommunication S.A. | 2018/UIT-R | 1 |  |  |  |
| PANAMA | Cable & Wireless Panamá S.A. | 2018/UIT-D |  |  | 1 |  |
| SÉNÉGAL | Expresso Telecom | 2018/UIT-D |  |  | 1 |  |
|  | Initiative Africaine des Technologies Avancées | 2018/UIT-D |  |  | 1 |  |
| RÉPUBLIQUE SUDAFRICAINE | Vodacom SA (Pty) Limited | 2018/UIT-R & UIT-T | 1 | 1 |  |  |
| SUISSE | Ascom (Suisse) Ltd. | 2018/Associés UIT-T |  | 1 |  |  |
| TUNISIE | Ecole supérieure des Communications de Tunis (Sup'Com) | 2018/Établissements universitaires |  |  |  | 1 |
|  | Prisma | 2018/Associés UIT-T |  | 1 |  |  |
| ROYAUME-UNI | Tinklabs Limited | 2018/Associés UIT-T |  | 1 |  |  |
| ÉTATS-UNIS | Analog Devices, Inc. | 2018/Associés UIT-T |  | 1 |  |  |
|  | Deloitte Consulting LLP | 2018/UIT-D |  |  | 1 |  |
|  | Ellipsat Inc | 2018/Associés UIT-T |  | 1 |  |  |
|  | NeuStar Inc. | 2018/UIT-T |  | 1 |  |  |
|  | nVent Electric | 2018/Associés UIT-T |  | 1 |  |  |
|  | World Economic Forum LLC | 2018/UIT-D |  |  | 1 |  |
| ZIMBABWE | Econet Wireless (PVT) Ltd. | 2018/UIT-D |  |  | 1 |  |
|  | TelOne (Pvt) Limited | 2018/UIT-R & UIT-T | 1 | 1 |  |  |
| Rés. 99 (Rév. Dubaï, 2018) | Wataniya Palestine Mobile Telecommunication Company | 2018/UIT-D |  |  | 1 |  |
| **TOTAL** | **24 Membres** |  | **3** | **11** | **8** | **4** |

ANNEXE 2

MEMBRES EXCLUS AVEC EFFET AU 30 JUIN 2019

*Participation "gelée" depuis janvier 2018 et antérieurement – Contributions   
dues à compter de 2017 ou antérieurement*

*État au 5 avril 2019*

| Pays | Membres de Secteur, Associés ou établissements universitaires | Période/Secteur |
| --- | --- | --- |
| ALGÉRIE | Centre de Développement des Technologies avancées | 2015/Établissements universitaires |
| COSTA RICA | Universidad de Costa Rica | 2017/Établissements universitaires |
| GAMBIE | Africell Ltd. | 2017/UIT-D |
| HONGRIE | Tel2tel Kft. | 2017/Associés ITU-T |
| INDE | Amity Institute of Telecom Engineering & Management, Amity University | 2017/Établissements universitaires |
| ISRAËL | IP Light | 2017/Associés ITU-T |
| QATAR | Qatar National Broadband Network – Qnbn | 2017/UIT-T |
| RÉPUBLIQUE SUDAFRICAINE | Mobile Telephone Networks (Pty) Ltd. | 2017/UIT-D |
| SOUDAN | Canar Telecommunications Corporation Limited (Canartel) | 2013/UIT-D |
|  | Garden City College for Science & Technology | 2013/Établissements universitaires |
|  | Open University of Sudan | 2013/Établissements universitaires |
|  | University of Khartoum | 2013/Établissements universitaires |
| TOGO | TOGO TELECOM | 2017/UIT-T & UIT-D |
| TUNISIE | TELNET TECHNOCENTRE | 2017/UIT-T |
| UKRAINE | Ukrainian Number and Address Operation Center Consortium (UNAOC) | 2017/Associés ITU-D |
| ÉMIRATS ARABES UNIS | Higher Colleges of Technology | 2017/Établissements universitaires |
| ÉTATS-UNIS | Applied Micro Circuits Corporation (AMCC) | 2017/UIT-T |
|  | Navajo Nation Telecommunication Regulatory Commission | 2017/UIT-D |
| OUZBÉKISTAN | Tashkent University of Information Technologies | 2014/Établissements universitaires |
|  | **19 Membres** |  |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_